

Stimuler la résilience : renforcer les municipalités et l'économie locale au Burundi

Appui à la décentralisation et à la lutte contre la pauvreté (ADLP)

La situation

Depuis l'Accord d'Arusha de 2000 pour la paix et la réconciliation au Burundi et les élections libres qui se sont déroulées en 2005, le Burundi est considéré comme un exemple réussi de paix et de stabilité dans la région. Le gouvernement burundais s'est engagé à réduire la pauvreté et à maintenir une paix durable en décentralisant l'administration et en améliorant les structures communales de gouvernance. Un cadre juridique et institutionnel a été créé afin de transférer certaines compétences du gouvernement national vers les collectivités locales.

Toutefois, ces dernières années, et tout particulièrement depuis la crise politique de 2015, le Burundi est entré dans une phase de fléchissement de la conjoncture économique et de répression politique qui mettent en danger les résultats du processus de paix. La pauvreté a fortement gagné du terrain. Le pays est classé 185e sur 189 selon l'Indice de développement humain (IDH) de 2018.

La crise politique et économique soumet à rude épreuve les jeunes et fragilise les structures communales. Les recettes fiscales ont considérablement diminué, le développement et les investissements communaux stagnent.

Bien que les collectivités locales aient gagné en autonomie, elles manquent de personnel bien formé et sont par conséquent encore trop faibles pour assumer efficacement leurs nouvelles fonctions.

De plus, les municipalités n'ont pas encore réussi à mettre en place un système de participation fiable et basé sur la confiance avec les organisations de la société civile et les citoyens. La société civile n'est par conséquent impliquée que de façon marginale dans les prises de décisions concernant le développement communal.

L'objectif

Le programme de coopération technique « Appui à la décentralisation et à la lutte contre la pauvreté (ADLP) » a pour objectif de renforcer la résilience de la gouvernance locale. Il apporte son soutien aux structures communales, à la participation citoyenne et aux économies locales dans 17 municipalités des provinces de Gitega et Mwaro.

L'approche

Le programme propose une assistance consultative et une aide financière à des municipalités et autres parties prenantes burundaises. Il raffermir la cohésion sociale en intégrant tous les groupes d'intérêts concernés au niveau local. Le programme renforce les compétences des décideurs et acteurs clés de façon à ce que leur positionnement sur les questions de développement local puisse être en phase avec l'objectif primordial de réduction de la pauvreté. Il soutient aussi des partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement communal.

Intitulé du projet	Appui à la décentralisation et à la lutte contre la pauvreté (ADLP)
Commettant	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Principale organisation de mise en œuvre	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Région d'intervention	Provinces de Gitega et Mwaro, Burundi, Afrique centrale
Parties prenantes	Administrations communales, Association burundaise des élus locaux (ABELO), organisations non gouvernementales (ONG) locales, secteur privé, services techniques sectoriels
Durée	2017 à 2020



De gauche à droite : gouvernance locale ; promotion de l'économie locale.

Le programme intervient dans trois domaines :

1. **La gouvernance locale** afin de créer des conditions propices à la décentralisation. Dans cette approche, les fonctionnaires locaux bénéficient d'un soutien dans les domaines de l'administration, de la prestation de services d'enregistrement aux citoyens, de l'établissement de budgets participatifs et de la collecte des taxes communales. Ils sont également soutenus dans l'élaboration de plans de développement communal.
2. **L'implication citoyenne** afin de promouvoir la participation de la société civile dans les processus décisionnels et les réunions axées sur les obligations redditionnelles. Les initiatives citoyennes et les groupements de la société civile sont conseillés et formés sur la manière de constituer efficacement des réseaux afin d'améliorer la représentation des intérêts locaux. Les femmes et les jeunes sont tout particulièrement encouragés à participer.
3. **La promotion de l'économie locale** afin d'améliorer l'environnement local des entreprises. Les relations entre le secteur privé et les entités publiques sont renforcées de manière à stimuler le développement économique. Les unités de production agricole bénéficient de conseils pour accroître leurs rendements et la sécurité alimentaire. En outre, les jeunes et les femmes apprennent à lancer leur propre entreprise.

Afin d'encourager la numérisation, le programme promeut l'utilisation d'outils numériques et propose des formations aux technologies de l'information. Cela a permis d'accroître la transparence dans la gouvernance locale ainsi que la qualité des services fournis aux citoyens par les fonctionnaires. Les documents importants sont maintenant archivés numériquement et les unités de production agricole obtiennent de précieuses informations sur les méthodes de culture sous forme de messages vocaux, textuels ou par des applications de chat.

Les avantages

Le programme a sensiblement renforcé les municipalités et amélioré les conditions de vie de la population locale :

1. Plus de 1200 fonctionnaires ont pris part à des formations en 2017 et 2018, de sorte que **les autorités locales travaillent plus efficacement**. Les marchés publics sont passés de manière compétente et les fonctionnaires sont payés ponctuellement. Les recettes fiscales ont augmenté de 20 % en moyenne par an grâce aux conseils fournis en matière de recensement des contribuables, de comptabilité et de recouvrement des

impôts et taxes. Les investissements communaux dans les infrastructures et les services de base ont triplé.

2. **La participation citoyenne a considérablement augmenté**. Dans les provinces de Gitega et Mwaro, plus de 70 % de la population se sent bien intégrée dans les processus décisionnels communaux. En 2017, 44 % des hommes et 48 % des femmes membres d'organisations civiles ont participé à des réunions consacrées à la reddition des comptes communaux.
3. Plus de 23 000 **unités de production agricole ont adopté des pratiques culturelles plus efficaces** et, dès lors, ont augmenté leurs rendements et créé des emplois. Les unités de production agricole des provinces de Gitega et de Mwaro ont récolté quatre fois plus de pommes de terre et cinq fois plus de bananes que la moyenne nationale.
4. Plus de 430 000 personnes ont augmenté leurs revenus. Parmi celles-ci, 32 % sont des femmes et 22 % sont des jeunes. Au moins 535 emplois ont été créés grâce à des formations en vannerie, briqueterie et commerce de détail.

Planter pour un avenir meilleur, ou comment un agriculteur a vaincu la pauvreté et inspiré toute une communauté

Pendant de nombreuses années, Tharcisse Ntahomvukiye récoltait juste assez de fruits pour soutenir sa famille dans la commune de Bugendana dans la province de Gitega. Ses plantations de bananiers ne donnaient que cinq kilogrammes par pied. Tout cela a changé lorsque cet agriculteur a commencé à travailler avec l'ADLP. Il s'est formé à des méthodes de culture efficaces et a introduit un nouveau cultivar. Aujourd'hui, il récolte plus de 50 kilogrammes de banane par pied. « Mon revenu mensuel est passé de 10 000 à 100 000 francs burundais », explique-t-il. Avec son épouse Joséphine, il a construit une nouvelle maison équipée de panneaux solaires et acheté deux magasins de vente au détail. Dans une des structures, il tient un salon de coiffure pour hommes et dans l'autre, il recharge à l'énergie solaire des batteries de téléphone. Sa réussite fait déjà tache d'huile. Tharcisse Ntahomvukiye a encouragé 74 autres unités de production agricole à suivre son exemple et il leur donne des conseils sur la meilleure manière d'adopter le nouveau cultivar et les nouvelles méthodes.

Publié par Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Programme d'appui à la décentralisation et à la lutte contre la pauvreté
Boîte Postale 5180
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65726 Eschborn
Allemagne

mamadou.diarrassouba@giz.de
www.giz.de

Date août 2019

Crédits photos Evrard Benjamin Ngendakumana

Texte Mirco Lomoth

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Sur mandat du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Adresses du BMZ
BMZ Bonn
Dahlmannstrasse 4
53113 Bonn
Allemagne
www.bmz.de

BMZ Berlin
Stresemannstrasse 94
10963 Berlin
Allemagne